Commune de Dully Dully, le 31 août 2026

Préavis municipal n°06 du 06 octobre 2026

Arrêté d'imposition pour les années 2027-2031

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Conformément à la loi sur les impôts communaux du 5 décembre 1956, se référant au résultat comptable de l'année 2025, la Municipalité vous propose le projet d'imposition suivant perçu pendant 5 ans :

Article premier :

		2027-2031	2026
1.	**Impôt sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice et sur le capital, impôt minimum et impôt spécial dû par les étrangers**		
	En pour-cent de l'impôt cantonal de base :	**53%**	53%
2.	**Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées**		
	En pour-cent de l'impôt cantonal de base :	**--%**	--%
3.	**Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles**		
	Immeubles sis sur le territoire de la commune :		
	par mille francs	**1.00 Fr.**	1.00 Fr.
	Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art. 20 LICom) :		
	par mille francs	**0.50 Fr.**	0.50 Fr.
4.	**Impôt personnel fixe**		
	de toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier	**-.- Fr.**	-.- Fr.
5.	**Droit de mutation, successions et donations**		
	a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers :		
	par franc perçu par l'État	**50 cts**	50 cts
	b) Impôt perçu sur les successions et donations en ligne directe ascendante :		
	par franc perçu par l'État	**30 cts**	30 cts
	en ligne directe descendante :		
	par franc perçu par l'État	**0 cts**	0 cts
	en ligne collatérale :		
	par franc perçu par l'État	**50 cts**	50 cts
	entre non-parents :		
	par franc perçu par l'État	**100 cts**	100 cts
6.	**Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations**		
	par franc perçu par l'État	**50 cts**	50 cts
7.	**Impôt sur les loyers**		

		2027-2031	2026
(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble)			
Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune	pour-cent du loyer	**0 %**	0 %
8. Impôt sur les divertissements			
Sur le prix des entrées et des places payantes		**0 cts**	0 cts
9. Impôt sur les chiens			
	par chien	**40.- Fr.**	40.- Fr.

Article 4. Paiement – intérêts de retard

La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à **5 %** l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique.

Article 7. Soustractions d'impôts

Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre **5 fois** (maximum huit fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci.

Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.

Le formulaire complété de l'arrêté d'imposition pour l'année 2027 à 2031 se trouve en pièce jointe de ce préavis.

Explications :

Résultat des comptes communaux ces 5 dernières années :

2021	- CHF 432.64	(**avec** amortissement patrimoine financier)
2022	+ CHF 4'282.84	(**avec** amortissement patrimoine financier)
2023	+ CHF 175'803,56	(**sans** amortissement patrimoine financier)
2024	- CHF 69'532,20	(**sans** amortissement patrimoine financier)
2025	+ CHF 15'083,79	(**sans** amortissement patrimoine financier)

Dans le tableau ci-dessous, vous pourrez comparer entre les 5 dernières années, la valeur du point d'impôt, la marge d'autofinancement ainsi que la part des rentrées fiscales aux factures cantonales pour la cohésion sociale, la péréquation et la réforme policière :

Années	Valeur du point d'impôt	Marge d'autofinancement	Part des rentrées fiscales vs péréquation, cohésion sociale, réforme policière
2021	CHF 93'684.-	+ CHF 202'221.77	87,06 %
2022	CHF 85'572.-	+ CHF 834'553.27	75,99 %
2023	CHF 80'640.-	+ CHF 239'700.-	79,53 %
2024	CHF 98'997.-	- CHF 69'953.-	85,27 %
2025	CHF 107'307.-	+ CHF 404'490,72	81,29 %

Bien que les différentes mesures prises jusqu'ici et indépendamment des rentrées conjoncturelles, la commune est constamment dans des difficultés de trésorerie. Elle recourt régulièrement à l'emprunt à court terme pour effectuer ses paiements.

Depuis 2025, le système péréquatif a été revu (NPIV nouvelle péréquation intercommunale vaudoise) La Municipalité reste vigilante sur le résultat de la marge d'autofinancement.

Pour l'arrêté d'imposition 2027-2031, la Municipalité a décidé de maintenir le taux de ***l'impôt sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice et sur le capital, impôt minimum et impôt spécial dû par les étrangers*** à 53 % afin de pouvoir continuer à investir et maintenir le patrimoine communal.

De plus, il sera nécessaire d'avoir une marge d'auto-financement afin d'investir dans les futurs projets tels que la réfection du chauffage du bâtiment intercommunal de la Route de Bursinel 33, la réfection du chauffage du bâtiment communal ainsi que d'autre projets à venir.

Malgré les recherches de solutions afin de stabiliser les comptes, il n'en reste pas moins que la commune est tributaire de facteurs extérieurs.

Ainsi, la Municipalité propose de maintenir le taux de 2026 pour la législature 2027-2031, sous réserve de modifications majeures dans les participations aux factures cantonales ou autre.

Il est à noter que la Commune est toujours très attractive si on la compare à toutes les localités avoisinantes du district de Nyon.

Conclusion - demande d'approbation

Vu le préavis municipal n°06 du 06 octobre 2026,

- Entendu le rapport de la commission de gestion et des finances,
- Considérant que l'objet a été porté à l'ordre du jour,

nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

- **D'adopter le projet d'arrêté d'imposition et de maintenir à 53% l'impôt sur le revenu et la fortune, sur le bénéfice et sur le capital pour les années 2027 à 2031, sous réserve de modifications majeures dans les participations aux factures cantonales ou autres. Les autres valeurs restent inchangées.**

Ainsi adopté par la Municipalité dans sa séance du 31 août 2026 pour être soumis à l'approbation du Conseil général.

AU NOM DE LA MUNICIPALITÉ DE DULLY

Le Syndic :

F. Mani

MUNICIPALITÉ DE DULLY

La Secrétaire

V. Breda

Annexe : formulaire complété de l'arrêté d'imposition pour l'année 2027 à 2031

À retourner en 4 exemplaires datés et signés
à la préfecture pour le.....

District de Nyon
Commune de Dully

ARRÊTÉ D'IMPOSITION
pour 2027 à 2031

Le Conseil général/communal de Dully.

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LICom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier – Il sera perçu pendant 5 an(s), dès le 1er janvier 2027, les impôts suivants :

1 **Impôt sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice et sur le capital, impôt minimum et impôt spécial dû par les étrangers.**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 53 %

2 **Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : 0 %

3 **Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles**

Immeubles sis sur le territoire de la commune : par mille francs 1 Fr.

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art. 20 LICom) :

par mille francs 0.5 Fr.

Sont exonérés :

a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;

b) les immeubles de l'État, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs ;

c) les immeubles des Églises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Églises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

4 Impôt personnel fixe

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : 0 Fr.

Sont exonérés :

a) les personnes indigentes;
b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

5 Droits de mutation, successions et donations

a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers : par franc perçu par l'État 50 cts
b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)

en ligne directe ascendante :	par franc perçu par l'État 30 cts
en ligne directe descendante :	par franc perçu par l'État 0 cts
en ligne collatérale :	par franc perçu par l'État 50 cts
entre non parents :	par franc perçu par l'Etat 100 cts

6 Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations (2).

par franc perçu par l'État 50 cts

7 Impôt sur les loyers

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble)
Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune. pour-cent du loyer 0 %

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcations pour charges de famille suivantes :

0

8 Impôt sur les divertissements

Sur le prix des entrées et des places payantes : 0 cts

Notamment pour :

a) les concerts, conférences, expositions, représentations théatrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires ;
b) les manifestations sportives avec spectateurs ;
c) les bals, kermesses, dancings ;
d) les jeux à l'exclusion des sports.

Exceptions :

9 Impôt sur les chiens

par chien 40 Fr.

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens)

Exonérations :

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.
(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

Choix du système de perception

Article 2. – Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux LICom).

Échéances

Article 3. – La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.

Paiement - intérêts de retard

Article 4. – La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à 5 % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. À défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique.

Remises d'impôts

Article 5. – La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.

Infractions

Article 6. – Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.

Soustractions d'impôts

Article 7. – Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre 5 fois (maximum 8 fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci.

Autorité de recours

Article 8. – Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité compétente conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom).

Paiement des impôts sur les successions et donations par dation

Article 9. – Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 "sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations" modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

Ainsi adopté par le Conseil général/communal dans sa séance du

Le-La président-e : **le sceau :** **Le-La secrétaire :**